

Le conflit russo-ukrainien : une opportunité pour la Turquie

Par **Dorothee Schmid**

Dorothee Schmid est responsable du programme Turquie et Moyen-Orient de l'Ifri.

Face au conflit ukrainien, Ankara, qui avait auparavant développé avec chacun des belligérants une relation spéciale basée à la fois sur l'histoire et sur l'intérêt économique, adopte une stratégie de neutralité active, d'équilibre. Puissance opportuniste au plein sens du terme, la Turquie saisit toute occasion de défendre ses intérêts propres, de proposer sa médiation et d'affirmer, face aux adversaires et aux alliés – en particulier dans l'OTAN –, son poids de puissance régionale.

politique étrangère

La guerre déclenchée au printemps 2022 par l'offensive russe en Ukraine se déroule aux portes de l'Europe et touche la Turquie de très près. Riverain de la mer Noire, où se situe son littoral le plus étendu, long de 1 600 kilomètres, le territoire turc n'est pas si loin des combats. En outre, Ankara entretient des relations fortes, quoique de natures très différentes, avec les deux belligérants. L'appartenance de la Turquie à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) suggérait *a priori* qu'elle s'alignerait sur le camp occidental ; or, si elle a effectivement condamné l'opération russe, elle a aussi d'emblée pris ses distances avec le conflit pour s'extraire de l'engrenage qui se dessinait. Elle a fait le choix d'une neutralité *in fine* très active, dont le but est de s'épargner les retombées négatives de la guerre, tout en permettant de saisir les opportunités proposées par la situation.

Ankara est coutumier de cette diplomatie de la limite, qui contrarie depuis plusieurs années Washington et Bruxelles, Paris et Berlin – avec l'empathie de Budapest. Le pari est encore risqué, mais la position turque apparaît malgré tout réaliste au regard des circonstances, et surtout des variables nationales qui dictent désormais la politique étrangère du pays.

La Turquie ne se dérobe pas : elle assume et consolide son statut de puissance régionale, d'abord en se protégeant puis en agissant en fonction du nouveau contexte géopolitique. Elle ne pouvait éviter d'être impliquée dans ce dossier russo-ukrainien et fait le choix d'un équilibre constamment réorganisé. Sa position géographique la contraint, nul parti n'est totalement bon pour elle du point de vue politique, et elle doit recalculer en permanence les retombées indirectes du conflit sur d'autres théâtres où elle côtoie les Russes. Elle offre ainsi le spectacle de la puissance opportuniste – à la faveur d'une crise qui aurait pu tourner pour elle à la catastrophe – et acquiert de nouveaux leviers¹.

Avant la guerre : un équilibre russo-ukrainien en sourdine

En un peu plus de vingt ans, Ankara s'est taillé un rôle important sur la scène mondiale, sous la conduite d'une équipe d'islamistes pragmatiques et assumant leur nationalisme. Ceux-ci ont renoué avec l'héritage impérial ottoman, assis leur position dans le club des émergents qui comptent et donné beaucoup de fil à retordre à leurs partenaires et alliés occidentaux. Le type de relations qu'entretenait la Turquie avec la Russie et l'Ukraine avant la guerre illustre déjà son statut de puissance régionale aux ambitions globales, saisissant toutes les occasions pour servir ses intérêts propres.

Une spécialité turque : la gestion dynamique des équilibres et situations limites

La Turquie s'impose au XXI^e siècle comme une puissance internationale en voie de consolidation. Le Parti de la justice et du développement (AKP), arrivé au pouvoir en 2002, a résisté à plusieurs épisodes de contestation interne (soulèvement de Gezi en 2013, tentative de coup d'État militaire en 2016) et jeté les bases d'une nouvelle politique étrangère dont le contenu a évolué avec le régime turc lui-même.

On peut ainsi distinguer deux périodes. Durant les dix premières années, Ahmet Davutoglu, conseiller diplomatique puis ministre des Affaires étrangères et, enfin, Premier ministre du président Recep Tayyip Erdogan – avant que celui-ci ne supprime purement et simplement la fonction –, a organisé un *soft power* « à 360 degrés » dans le voisinage du pays. Il a réinséré la Turquie dans les instances multilatérales et déployé son offre économique, culturelle et politique, d'abord dans les anciens territoires ottomans, mais aussi en Afrique et en Amérique latine. La seconde période s'ouvre après 2016, lorsqu'Erdogan livré à lui-même

1. D. Schmid, *La Turquie en 100 questions. La puissance opportuniste*, Paris, Tallandier, 2023.

renoue résolument avec le *hard power*, s'assurant comme chef de guerre après avoir purgé l'armée. Il noue une alliance électorale avec les ultranationalistes qui redéfinit en partie la couleur de sa politique étrangère.

Celle-ci combine dès lors trois niveaux d'ambitions : défendre de façon agressive certains intérêts nationaux étroitement interprétés (réactivation de la dispute avec la Grèce sur la délimitation maritime en mer Égée, emprise croissante sur la partie nord de Chypre, guerre d'usure intensifiée avec le Parti des travailleurs du Kurdistan sur les fronts syrien et irakien...); assurer la sécurité du territoire turc dans des tensions régionales qui s'aggravent (guerre en Syrie, insoluble instabilité irakienne, dégradation de la situation en Iran, expansion de la présence russe en Syrie et en mer Noire...); et plus généralement confirmer le statut de puissance globale de la Turquie, en réaffirmant son autonomie et en s'investissant sur des dossiers où on ne l'attendait pas forcément (interventions militaires au Moyen-Orient, en Syrie et en Libye, entrisme en Afrique, présence dans le Caucase à la faveur de la dernière guerre du Karabagh...).

Nourrie à la fois par la pression des crises extérieures et par un rêve nationaliste de grandeur, l'hyperactivité internationale de la Turquie ressemble parfois à un exercice de jonglage. Le crédit extérieur d'Erdogan a grandi car il a su imposer son pays sur bien des dossiers au nez et à la barbe de puissances confirmées. Nouant des partenariats rentables (la défense du régime de Tripoli en est un exemple), mettant à profit l'excellence d'un réseau diplomatique qu'il a considérablement développé et la capacité montante de son industrie de défense, il se rêve en maître des horloges et se comporte la plupart du temps en *free rider*. La Turquie est décidée à gérer sa liberté de mouvement d'une façon optimale pour elle-même, et apprend progressivement à exercer ses responsabilités de puissance.

La rivalité stratégique entre la Russie et la Turquie avant la guerre : vers un partenariat informel

La complexification des relations russo-turques ces dix dernières années illustre cet apprentissage². Rappelons que les ambitions parallèles des deux pays se développent sur un décor historiquement chargé : tsars et sultans se sont affrontés dans pas moins de onze guerres entre le XVII^e et le XX^e siècle, jusqu'au premier conflit mondial qui a englouti leurs empires rivaux. Apaisées sous Atatürk, qui avait pactisé avec les bolcheviks juste assez pour s'assurer la tranquillité, les relations se sont

2. I. Facon (dir.), *Russie-Turquie. Un défi à l'Occident ?*, Paris, Passés composés, 2022.

de nouveau tendues lors de la guerre froide, la Turquie jouant un rôle de poste de surveillance avancé de l'OTAN face à l'Union soviétique.

Tout se simplifie après la chute du mur de Berlin : les échanges économiques installent une forme de complémentarité non institutionnalisée. La Russie fournit des ressources énergétiques, la Turquie du BTP, des produits agricoles et des biens de consommation ; et les Russes représentent bon an mal an le premier contingent de touristes en Turquie. Les interactions politiques sont minimales jusqu'en 2015 : Vladimir Poutine

Gérer, dans le dos des Occidentaux, un *statu quo* régional instable

et Recep Tayyip Erdogan, dont on compare parfois les styles de gouvernement, s'opposent en Syrie où ils passent à deux doigts de l'affrontement militaire. Principales puissances extérieures intervenantes avec l'Iran, ils trouvent finalement un terrain d'entente pour gérer dans

le dos des Occidentaux un *statu quo* instable, permettant à la fois la restauration de Bachar Al-Assad sous bonne garde russe, et le maintien de troupes turques dans le nord du pays pour faire obstacle au séparatisme kurde. Intérêts russes et turcs se sont également heurtés en Libye, où l'armée turque est intervenue à la rescousse du gouvernement de Tripoli contre l'offensive du maréchal Haftar à l'est, soutenue par Moscou. Ils se sont aussi rencontrés en 2020 dans le Caucase en marge de la crise arméno-azerbaïdjanaise, la Russie invitant finalement la Turquie à participer à un système de stabilisation *ad hoc*.

Le dialogue russo-turc a donc clairement acquis une portée stratégique, même s'il n'a jamais été structuré comme tel. Pour surmonter leurs rivalités géopolitiques, les deux pays se retrouvent sur une critique systémique de l'Occident et partagent une volonté de défier la domination américaine dans leurs zones d'intérêt immédiat. La décision turque d'acheter des systèmes russes de défense antimissile S-400 a ainsi précipité une grave crise interne à l'OTAN, mettant en lumière, au-delà de la simple volonté d'autonomie turque en matière de défense, la fragilité du consensus interne sur la définition des dangers communs. Le révisionnisme, latent ou actif, qu'entretiennent Vladimir Poutine et Tayyip Erdogan sur la question des frontières revêt évidemment une dimension nouvelle depuis l'opération russe en Ukraine.

Les raisons d'un rapprochement express avec l'Ukraine

Avec l'Ukraine, la proximité n'est pas forcée : elle est choisie. Ankara a identifié des intérêts géopolitiques convergents et mis en place des complémentarités fonctionnelles avec Kiev, partenaire moins complet mais

plus souple que Moscou. La relation turco-ukrainienne s'est construite en marge des turbulences russo-turques, comme un défi implicite à Poutine. Au centre des préoccupations communes se trouve la préservation des équilibres en mer Noire face à la poussée russe. Le malaise est réel à Ankara depuis que la Crimée, terre tatare historique, a été réintégrée en 2014 dans l'orbite russe. La Turquie ne cesse de rappeler qu'elle a condamné l'annexion comme contraire au droit international, mais sa sensibilité sur le dossier est aussi politique³.

La relation bilatérale turco-ukrainienne a depuis ce moment pris son essor, comme pour la Russie sur des bases économiques. Le blé et les touristes ukrainiens sont là encore essentiels pour la Turquie ; mais c'est dans le domaine de la défense que le partenariat a acquis une importance particulière. Lorsque les Ukrainiens ont pris conscience, sous pression russe, de la nécessité de moderniser leur armée, ils se sont tournés vers Ankara. Les achats d'armes turques, au premier rang desquelles les fameux drones turcs *Bayraktar TB2*, ont crû de façon exponentielle en quelques années⁴. Cette contractualisation commerciale est devenue une coopération militaire en bonne et due forme en 2020, quand la Turquie a décidé de s'appuyer sur le savoir-faire technique ukrainien pour surmonter les faiblesses de sa propre industrie de défense. Sous le coup de sanctions européennes depuis la dernière guerre du Haut-Karabagh, Ankara utilise des moteurs ukrainiens pour développer ses drones en Ukraine même. La relation s'est ainsi transformée en « partenariat stratégique ». Le 2 février 2022, soit trois semaines avant l'invasion russe, Tayyip Erdogan effectuait une visite officielle à Kiev pour examiner l'avenir commun et donner plus de lustre à la relation.

L'équilibre par le cloisonnement

Les relations de la Turquie avec la Russie et l'Ukraine se sont donc raffermies en parallèle, dans un jeu de balance risqué mais parfaitement assumé, où la Turquie compense une partie de sa dépendance économique et politique vis-à-vis de la Russie par une attitude de parrain protecteur de l'Ukraine. Ce jeu fonctionne sur un principe de cloisonnement, que la dégradation des rapports russo-ukrainiens met forcément à mal. Étant donné sa proximité avec les deux protagonistes, on peut se demander si la Turquie a été autant surprise que la plupart de ses partenaires européens par l'offensive russe. Les péripéties passées de la relation

3. D. Güldogan, « Erdogan : "La rétrocession de la Crimée à l'Ukraine est essentiellement une exigence du droit international" », Anadolu Ajansi, 23 août 2022, disponible sur : www.aa.com.tr.

4. E. Bouvier, « Les drones turcs en Ukraine, un succès aux forts enjeux diplomatiques », *Les clés du Moyen-Orient*, 16 juin 2022, disponible sur : www.lesclesdumoyenorient.com.

russo-turque préparaient sans doute les diplomates turcs aux pires hypothèses ; il semble pourtant qu'ils se soient à l'époque plutôt rangés derrière l'idée dominante d'une rationalité poutinienne, excluant que l'armée russe poursuive son aventure militaire jusqu'à Kiev⁵. Une fois les opérations déclenchées, Ankara ne pouvait cependant plus tarder à réagir.

Face à la guerre : le choix de la distance

Le positionnement de la Turquie se dessine rapidement : ce ne sera pas sa guerre. Elle prend ses distances pour maintenir le quasi impossible équilibre de sa relation entre deux belligérants qui sont aussi ses partenaires.

Un réflexe intérieur de protection : ménager la fragilité turque

La guerre saisit la Turquie dans une passe politique délicate. À un an du centenaire de la République, Recep Tayyip Erdogan boucle en ce début 2022 un vaste effort d'apaisement diplomatique dans son voisinage, pour conserver les faveurs d'un électorat de plus en plus pacifiste et ne pas aggraver le poids de la crise économique qui plombe son bilan⁶. Toutes les tensions sont en voie de règlement, sauf le dossier syrien qui traîne avec lui deux problèmes insolubles : la présence sur le territoire turc de 4 millions de réfugiés, qui obsède les électeurs – tous les partis ont promis de les renvoyer « chez eux » ; et le séparatisme kurde, qui inspire à Erdogan le projet d'une nouvelle intervention militaire à la frontière syro-turque. Dans ces deux cas de figure, il faudra s'entendre avec la Russie, devenue le Cerbère local.

Dès le début des hostilités en Ukraine, les sondages menés en Turquie indiquent que le peuple turc ne veut pas s'impliquer dans le conflit. Une enquête montre en mars 2022 que 90 % des Turcs sont inquiets des derniers développements, 78,2 % d'entre eux penchant pour la neutralité⁷. Les analyses pessimistes fleurissent dans le même temps en Turquie sur l'impact négatif que pourrait avoir le conflit sur l'économie⁸. Une analogie historique avec la Seconde Guerre mondiale s'impose dans le débat public, les commentateurs rappelant que la Turquie, courtisée par les deux camps, est restée neutre en 1939. Elle n'a déclaré la guerre à

5. Entretien avec l'ambassadeur de Turquie en France, mai 2022.

6. Y. Bourdillon, « Diplomatie : la Turquie est redevenue fréquentable », *Les Echos*, 14 avril 2022.

7. « What Should Turkey Do in the Ukraine-Russia War? », Aksoy Research, 18 mars 2022, disponible sur : www.turkeyresearchcompany.com.

8. V. Sezgin, « How will Ukraine-Russia War Affect Turkish Trade? », *Abant Sosyal Bilimler Dergisi*, 22 mars 2022, disponible sur : <https://dergipark.org.tr>.

l'Allemagne et au Japon que lorsque l'issue du conflit était claire⁹, en février 1945, ce qui lui a permis de rester à l'écart des destructions, tout en bénéficiant d'opportunités politiques et économiques (rappelons que la France lui avait cédé en 1938 le Sandjak d'Alexandrette dans l'espoir de l'éloigner de l'Allemagne nazie). Le sondage déjà cité montre aussi que les électeurs de l'AKP et de son allié, le Parti d'action nationaliste (MHP), sont plus nombreux à imaginer que les retombées de la guerre en Ukraine pourraient être positives pour la Turquie. Le président turc, justement inquiet de la désaffection croissante d'une partie de son électorat conservateur et nationaliste, va bel et bien opter pour la neutralité.

Le peuple turc ne veut pas s'impliquer dans le conflit

La géopolitique turque à l'épreuve des tensions

La distanciation absolue n'est pas possible étant donné le niveau des relations de la Turquie avec les protagonistes du conflit. Si la neutralité turque est si difficile à caractériser, c'est qu'elle s'organise en réalité sur les bases d'un engagement partiel des deux côtés : il s'agit de préserver encore et toujours l'équilibre des relations avec la Russie et l'Ukraine, en faisant preuve d'une bonne volonté à peu près égale avec chacune.

Ankara condamne immédiatement l'invasion russe, rappelant au passage qu'elle condamne toujours l'annexion de la Crimée. Ces déclarations sont reçues avec soulagement à l'OTAN, qui y voit un réalignement bienvenu après des années de flirt russo-turc. Sur le front ukrainien, les drones turcs font merveilles les premières semaines du conflit, enfonçant la logistique russe et faisant gagner à Kiev un précieux répit pour préparer la contre-offensive. La Turquie y gagne en popularité : une chanson à la gloire du *Bayraktar TB2* tourne en boucle sur les réseaux sociaux et des cagnottes en ligne sont créées pour reconstituer les réserves ukrainiennes de drones.

Mais la Turquie doit équilibrer cet engagement par des signes de bonne volonté à l'égard de la Russie. Alors que toute l'Europe, y compris la Suisse, ferme son espace aérien aux avions russes et décrète un train de sanctions qui ne cesseront par la suite de se renforcer, Ankara décide de ne pas appliquer ces mesures punitives. Ibrahim Kalin, porte-parole de la présidence turque, l'exprime¹⁰ clairement : il s'agit bien sûr de protéger les intérêts économiques turcs, mais plus encore de préserver le dialogue

9. E. Kaddorah, « Türkiye and the Debate on Neutrality in the Ukraine War », *Research Paper*, Doha Institute et The Arab Center for Research and Policy Studies, 17 octobre 2022, disponible sur : www.dohainstitute.org.

10. E. Karaca, « Türkiye Has No Plans to Impose Sanctions on Russia: Turkish Politician », *Anadolu Ajansi*, 3 mars 2022, disponible sur : www.aa.com.tr.

avec la Russie. Erdogan affirme de son côté qu'il ne peut laisser ses concitoyens mourir de froid lors du prochain hiver. La continuité prévaut là encore : Ankara n'avait pas appliqué les sanctions contre la Russie lors de l'annexion de la Crimée. La diplomatie turque a par ailleurs depuis longtemps l'habitude de naviguer dans un environnement « sanctionné ». L'Irak dans les années 1990, l'Iran, la Syrie et maintenant la Russie sont isolés du système diplomatique et financier occidental ; la Turquie est au contact direct de ces pays et sait s'organiser pour éviter les sanctions en tout ou en partie.

Le suspense dure encore un peu sur un autre théâtre, nourrissant les espoirs de l'OTAN quant au réalignement d'Ankara. Depuis la signature de la convention de Montreux en 1936, la Turquie détient les clés du Bosphore et des Dardanelles, et donc du passage vers la mer Noire. Elle doit y faire respecter la liberté de navigation sauf circonstances exceptionnelles, notamment en temps de guerre. Les Alliés pressent Ankara de fermer les détroits pour empêcher le rapatriement de vaisseaux militaires russes depuis la Méditerranée. Le ministère turc des Affaires étrangères affirme hésiter dans un premier temps sur la qualification juridique de la situation, puisque Vladimir Poutine ne parle pas de guerre mais d'« opération spéciale ». Le verdict tombe le 27 février : la Turquie ferme le Bosphore à tous les navires de guerre battant pavillon des pays riverains et non riverains de la mer Noire. Les bâtiments militaires de l'OTAN ne passeront donc pas plus que les russes. Les vaisseaux de commerce continueront de circuler, alimentant au fil du temps toutes sortes de trafics – le Bosphore restant bien, pour la Turquie, avant tout un poumon économique.

Les effets d'opportunité du conflit pour la Turquie

La Turquie n'est pas la seule à éviter de choisir un camp. La plupart des grands pays émergents, et notamment les monarchies arabes du Golfe avec qui elle est en bonne relation, optent pour le non-alignement. Mais dans le cas d'Ankara, la prise de distance permet de se placer en surplomb pour manœuvrer de façon ciblée : la Turquie ne se cantonne pas à une position de protection défensive, elle parvient à tirer parti des opportunités de la situation.

L'optimisation diplomatique de la guerre : la Turquie comme médiateur

Le premier pari turc est de valoriser le savoir-faire d'Ankara en matière de médiation, compétence qui trouve naturellement sa place dans sa panoplie d'outils de puissance moderne. En l'occurrence, les relations entretenues avec les deux belligérants ont rapidement permis à Ankara

d'esquisser des plans pour sortir de la crise. Le ministre des Affaires étrangères décrivait ainsi dès le mois de mars 2022 qu'il allait favoriser des rencontres entre diplomates ukrainiens et russes lors du Forum diplomatique d'Antalya, format annuel récent de rencontres multilatérales destiné à valoriser la diplomatie turque. Les ministres des Affaires étrangères russe et ukrainien s'y croisent effectivement de loin. Parlant prématurément de paix, le ministre turc organise ce même mois des pourparlers à Istanbul, qui n'ont pas plus de résultat. L'offre de bons offices est pourtant réitérée depuis par Erdogan, qui appelle et rencontre régulièrement Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine. Ceux-ci ont aussi réaffirmé à plusieurs reprises leur confiance dans le chef de l'État turc. En attendant que les conditions deviennent propices à de vraies discussions de paix, Tayyip Erdogan agit épisodiquement en agent de la désescalade¹¹ et la Turquie parle toujours d'obtenir un cessez-le-feu, un armistice ou une trêve...

Une offre de bons offices souvent réitérée

Faute de pouvoir arrêter la guerre, la diplomatie turque se rend utile sur les dossiers contentieux qui en résultent. Ankara a facilité en juillet 2022, aux côtés des Nations unies, un accord entre l'Ukraine et la Russie pour permettre l'exportation des céréales ukrainiennes par la mer Noire. L'accord, renouvelé depuis en dépit de quelques péripéties, est un succès¹². Ce coup diplomatique a été particulièrement valorisé comme geste de solidarité à l'égard des pays africains, que la guerre place en état d'insécurité alimentaire critique ; il a aussi permis à la Turquie de récupérer directement une partie du blé en question.

Les bonnes relations maintenues avec la Russie permettent en outre de rouvrir des dossiers diplomatiques compliqués. La Turquie amorce ainsi, sous parrainage russe, un rapprochement avec le régime syrien de Bachar Al-Assad, ouvrant la voie à un traitement politique du dossier des réfugiés et à une entente sécuritaire sur la problématique kurde. Des pourparlers de normalisation sont organisés directement à Moscou au mois de mai 2023.

Les bénéfices économiques de la guerre

Au-delà des calculs politiques complexes qui guident la réaction de la Turquie, on peut défendre une analyse purement économique de son non-alignement¹³. Incapable de se dégager du marasme économique dans

11. Débat, Conférence de sécurité organisée par la Konrad Adenauer Stiftung, Istanbul, 25 avril 2023.

12. K. Gillet, « Turkey's President Erdogan is Emerging as a Power Player in Ukraine after Brokering an Abrupt Reversal by Russia », *Insider*, 3 novembre 2022, disponible sur : www.businessinsider.com.

13. Entretien avec un analyste de l'Economic Policy Research Foundation of Turkey à Istanbul, en octobre 2023.

lequel s'enfoncé son pays depuis quelques années, Recep Tayyip Erdogan se satisfait aujourd'hui de tous les arrangements de trésorerie que lui offre le maintien des échanges avec la Russie¹⁴. Le commerce entre les deux pays bondit : comme ils l'ont fait en 2014 après la première vague de sanctions, les producteurs turcs se redéploient sur un marché d'où disparaissent les fournisseurs occidentaux¹⁵. Les flux financiers formels et informels s'accroissent aussi vers la Turquie avec l'installation dans le pays de citoyens russes qui fuient les effets de la guerre – touristes quêteurs à Istanbul ou à Antalya un moment d'insouciance, oligarques mettant leurs biens à l'abri, opposants cherchant à s'extraire du système poutinien, certains voulant simplement éviter la mobilisation. Leur présence fait rentrer des devises et tanguer le marché immobilier turc¹⁶.

Les retombées mutuellement bénéfiques de l'interdépendance sont actées au plus haut niveau. Le gaz russe continue d'arriver en Turquie et Vladimir Poutine table sur l'anxiété énergétique qui a gagné l'Europe pour proposer à Ankara dès l'été 2022 un projet de *hub* qui la mettrait au centre d'un système de redistribution régional du gaz russe¹⁷. S'il ne consent pas de ristourne sur ses contrats gaziers, le président russe accorde des délais de paiement à la Turquie. Les deux pays mettent également en place des systèmes de paiement partiel en roubles et en livres turques afin de soutenir leurs monnaies qui s'affaiblissent.

Ces opérations économiques sont évidemment scrutées par Washington, qui soupçonne la Turquie de faciliter le contournement des sanctions en blanchissant le transit de marchandises interdites *via* le Bosphore ou l'aéroport d'Istanbul. En septembre 2022, les banques turques doivent renoncer, sous pression occidentale, à utiliser le système de paiement russe Mir qui permettait de pallier l'exclusion de leurs clients russes du système Swift. En mars 2023, après de nouveaux avertissements américains, les douanes turques commencent discrètement à bloquer le transit de produits sanctionnés ; mais il semble pratiquement impossible de contrôler l'ensemble des opérations dans cette vaste chambre de compensation qu'est devenue la Turquie.

14. N. Taplin, « Turkey Epitomizes the West's Russia Sanctions Dilemma », *The Wall Street Journal*, 30 mars 2023, disponible sur : www.wsj.com.

15. L. Kenez, « Ukraine War Anniversary: Turkish-Russian Trade Skyrocketed Despite Sanctions », *The Nordic Monitor*, 28 février 2023, disponible sur : <https://nordicmonitor.com>.

16. L. Kenez, « Residence Permits for Russians Living in Turkey Have Skyrocketed Thanks to the Ukraine War », *The Nordic Monitor*, 6 janvier 2023, disponible sur : <https://nordicmonitor.com> ; « Russians Were Top Foreign Buyers of Houses in Turkey in 2022 », *Turkish Minute*, 17 janvier 2023, disponible sur : <https://turkishminute.com>.

17. M. Sofuoglu, « Why Russia Wants Türkiye to Be a Gas Hub for Europe », *TRT World*, 13 octobre 2022, disponible sur : www.trtworld.com.

Les leviers acquis à la faveur du conflit russo-ukrainien

Ainsi, la neutralité arrangée et l'activisme sélectif de la Turquie face au conflit génèrent-ils jusqu'à présent des retombées plutôt positives en termes diplomatiques et économiques. La guerre requalifie largement les relations d'Ankara avec l'ensemble de ses partenaires et lui permet de gagner sur eux de nouveaux leviers.

La Turquie face à une Russie déclassée

L'annexion de la Crimée en mars 2014 et le déploiement militaire russe en Syrie à l'automne 2015 ont fait monter le niveau d'anxiété géopolitique des Turcs, qui ressentent la pression russe dans un environnement de plus en plus proche. Si les deux chefs d'État affichent une entente obligatoire, la problématique centrale pour Tayyip Erdogan est bien de rétablir un semblant d'égalité dans le rapport de force.

La perspective d'une Russie affaiblie par la guerre, devenue plus dépendante de ses partenaires non alignés, arrange donc les affaires d'Ankara. La mobilisation russe à l'ouest ouvre aussi le champ à l'est pour la Turquie, dans des régions où elle considère avoir une influence historique ou naturelle : le Caucase et l'Asie centrale. Le processus de normalisation turco-arménien suit son cours, participant aux efforts du Premier ministre arménien Nikol Pashinyan pour desserrer l'emprise russe sur son pays. Ankara défend plus agressivement ses intérêts économiques en Asie centrale, en poussant notamment le projet de couloir transcaspien *via* un « partenariat stratégique étendu » avec le Kazakhstan (mai 2022). Le rêve d'un *hub* gazier ressurgit aussi en décembre 2022, lors d'un sommet tripartite entre Turquie, Azerbaïdjan et Turkménistan à Avaza.

La Turquie et les préoccupations de sécurité américaines

Depuis son arrivée aux affaires, le président Joe Biden a fort à faire avec la Turquie. Très critique de la dérive autocratique de Tayyip Erdogan avant d'être au pouvoir, il intègre désormais pleinement les préférences nationales du chef de l'État turc dans ses calculs géostratégiques. Les États-Unis ont impérativement besoin d'Ankara comme relais d'influence et pilier de stabilité, non seulement au Moyen-Orient mais aussi désormais en mer Noire, où la Turquie fait directement face à la Russie.

L'attitude actuelle de la Turquie pose ainsi de nouveau, et de façon toujours plus aiguë, la question de son appartenance au camp occidental : il faut à tout prix s'assurer qu'elle ne bascule pas complètement du côté des Russes. Le bras de fer qui s'est installé au printemps 2022 autour de

l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN résume bien le dilemme américain. Ankara fait savoir qu'elle ne donnera son feu vert qu'en échange de la livraison par les autorités finlandaises et suédoises d'une liste de personnalités considérées comme « terroristes ». Une fois la Finlande admise dans le club, en avril 2023, le président américain annonce qu'il déblocquera la livraison des kits de modernisation des F-16 turcs, à laquelle le Congrès s'oppose pourtant : il doit consolider le lien avec son allié, qui possède la deuxième armée de l'OTAN.

La pression turque sur l'Europe

La guerre constitue un test pour les relations transatlantiques, l'Union européenne (UE) se recomposant politiquement sous protection américaine. La solidarité otanienne réorganise en effet là aussi les rapports de force entre la Pologne qui prend sa place comme avant-garde sécuritaire, l'Allemagne qui s'aligne parfaitement sur les décisions américaines et la France qui tente de relancer le débat sur l'autonomie stratégique européenne.

Le dossier turc retrouve dans ces conditions son caractère anxiogène pour les Européens. Ils se sentent vulnérables face à la Turquie, tout en sachant que Washington est de plus en plus enclin à des compromis. L'UE dans son ensemble ne s'est pas complètement remise de la crise des réfugiés syriens de 2016 ; les escarmouches gréco-turques en mer Égée et la crispation autour de Chypre ont encore dégradé les relations avec Ankara ; et les pays de l'Europe centrale et orientale s'inquiètent de la proximité russo-turque. La coalition de gauche aux affaires en Allemagne s'est dotée d'une ministre des Affaires étrangères « verte », qui insiste sur le respect de l'état de droit sans développer de bienveillance stratégique à l'égard de la Turquie. La France, perturbée par sa rivalité structurelle avec Ankara au Moyen-Orient et en Afrique, a du mal à saisir le statut des Turcs dans les basculements géopolitiques post-Ukraine.

Consciente de ces attermoissements, la Turquie considère de son côté de plus en plus l'UE comme son obligée. Elle pense obtenir de nouveaux financements, indispensables pour « fixer » les réfugiés syriens dans le contexte post-séisme. Cette demande s'accompagne d'une pression toujours plus explicite en faveur d'une normalisation avec Bachar Al-Assad. À défaut de pouvoir accepter des projets gaziers communs avec Vladimir Poutine, la Turquie se voit par ailleurs comme un indispensable pays de transit pour les ressources de la Caspienne, du Golfe et de la Méditerranée orientale vers l'Europe.

Le modèle des diplomaties émergentes

Le savoir-faire diplomatique déployé dans l'évitement par les Turcs, dans des circonstances tragiques qui ont contraint toute l'Europe à des choix d'engagement historiques, a été scruté et approuvé par ses partenaires émergents. Ils savent qu'au-delà du non-alignement, Tayyip Erdogan pose en combattant pour la réforme de l'ordre international. L'équilibre évolutif maintenu sur le conflit russo-ukrainien semble renforcer encore l'autonomie de la diplomatie turque, sans lui offrir pour autant de garanties de sécurité – rappelons qu'en 1946, inquiète des provocations staliennes sur les détroits, la Turquie s'était rapidement rangée dans le camp occidental alors que se profilait la guerre froide. Mais l'insécurité tous azimuts à laquelle Ankara est aujourd'hui confrontée ne permet sans doute que des arrangements partiels – il faut d'abord compter sur soi-même... –, dont la rationalité ne peut être entièrement alignée sur les motivations européennes. La Turquie soigne sa différence, mais celle-ci n'est plus si exotique.



Mots clés

Politique étrangère turque

Russie

Ukraine

OTAN